

MEDIATISATION VERSUS MEDIATION

par Thierry Garcin

Le terme de *médiatisation* n'est pas d'un emploi commode. Tout comme la mondialisation, il s'agit d'une notion vague, même si le mot est passé dans le langage courant. S'agit-il de la "planétarisation" mercantiliste de l'information, de la mise en scène de l'événement en vue d'émouvoir les opinions publiques, d'un phénomène inéluctable de dégénérescence des valeurs élémentaires qui touche le cœur des sociétés occidentales, de l'exacerbation journalistique de l'immédiat au détriment de la nécessaire *médiation* ? Quoi qu'il en soit, l'affaire est d'importance : en effet, la médiatisation de l'information --plus qu'une dérive journalistique-- est désormais un fait de société. Dès lors, dans quelle mesure les progrès techniques et les spécificités françaises ont-ils pesé sur l'essor de l'information dite continue et sur la couverture de l'actualité internationale ?

Le poids de l'audiovisuel

D'abord, -et en insistant ici sur les aspects négatifs pour les besoins de la démonstration, étant entendu que la presse a ses qualités-, remarquons que le phénomène touche inégalement les différents supports. Si les agences de presse sont à l'abri de l'outrance, les radios grand public cèdent clairement à la tentation de l'exagération, tandis que la presse écrite nationale reproduit à sa façon les excès des télévisions généralistes (ton haletant, titres fracassants, non hiérarchie des événements...). Chacun surenchérissant dans les effets d'annonce, orchestrant des bouts de nouvelles aussitôt considérés comme des événements déterminants, on assiste alors à une mise en condition des populations. Cette évolution est d'autant plus inquiétante

qu'elle fonctionne en boucle, le traitement hyperbolique de l'information s'auto-entretenant par contagion : journaux télévisés et presse quotidienne fonctionnent souvent comme une photocopieuse emballée, a fortiori si l'événement est supposé porteur.

En outre, la tendance est aggravée par le fait que la plupart de nos concitoyens ne s'informent plus que par la radio du petit-déjeuner et le journal télévisé du dîner. Or, seule la presse écrite permet l'intériorisation du contenu, la mémorisation patiente, le retour en arrière, la relativisation et l'intégration de la contradiction. Cela, grâce à une lecture progressive, modulée et critique. "La radio informe, la télévision montre, le journal explique", n'est plus un triptyque pertinent. Si l'on voulait caricaturer, l'audiovisuel s'excite tandis que la presse écrite quotidienne n'est plus lue (les chiffres de diffusion ou de ventes des quotidiens nationaux sont accablants, pour un pays de soixante millions d'habitants). Et on ne peut envisager qu'Internet rehausse l'écrit comme source d'accès à la connaissance.

En la matière, nous sommes d'ailleurs devant un paradoxe classique. Remarquables sont les progrès techniques -certains, quasi exponentiels-, minime en est le profit intellectuel. En ce dernier quart de siècle, beaucoup d'innovations sont en effet apparues, qui ont directement pesé sur le travail des journalistes. Pour la *presse écrite*: l'impression "offset", la photocomposition, la télécopie, le format "tabloïd", l'utilisation de la couleur et de l'infographie, l'informatique, etc. Pour la *radio* : la modulation de fréquence, l'affichage numérique, la transmission par câble et par satellite, le son et la diffusion numériques, etc. Pour la *télévision* : l'image vidéo, la généralisation du téléphone automatique international (essentielle pour le traitement de l'actualité), le magnétoscope, l'apparition de chaînes cryptées ou à péage, la transmission autonome par un reporter désormais affranchi de tout télex, de toute réservation de créneau hertzien, voire de toute prise électrique, etc. Bref, les outils n'ont jamais été aussi performants, mais on conviendra que leur maniement reste limité ou grossier.

Les particularités françaises

Y a-t-il une singularité française, une médiatisation à la française ? En premier lieu, relevons que cette médiatisation n'aurait pas dû toucher ainsi la France de plein fouet. En tous cas, des garde-fous naturels auraient pu en réduire les effets : l'équipement tardif de la population en téléviseurs, une pratique ancestrale de l'individualisme et du quant-à-soi, une méfiance naturelle de paysan, un certain cynisme latin, etc. De plus, comme la plupart de ses voisins, la France n'avait pas adhéré dans la décennie 70 à la doctrine complaisante et essentiellement américaine de la presse "*quatrième pouvoir*". Les pouvoirs sont indépendants, interdépendants,

complémentaires, sanctionnés, et se suffisent à eux-mêmes en bonne démocratie. Alors que la presse n'est pas élue, ne répond de ses actes que devant la justice, dépend étroitement des "mouvements de foule", n'est unitaire que par les émotions collectives ou les représentations mentales qu'elle peut susciter. Étant entendu qu'elle doit et qu'elle se doit d'être *un contre-pouvoir*.

Bref, le pays aurait pu s'estimer à l'abri de certains excès médiatiques occidentaux. Il n'en a rien été. Bien plus : on a pu constater une tendance à verser dans "*l'information unique*". Cette évolution est dommageable, d'autant plus si on se rappelle les accusations répétées contre le monopole d'État sur l'audiovisuel, censé étouffer la discussion, et réduire le pluralisme. Or, paradoxalement, la standardisation de l'information est accentuée par la compétition contre nature entre l'audiovisuel public et l'audiovisuel privé, ceux-ci courant le même lièvre du taux d'audience, avec des finalités, une organisation et des financements pourtant différents. A certains égards, la libéralisation des ondes a "privatisé" les comportements du service public plus qu'elle n'a diversifié l'offre générale.

Pour attirer le plus grand nombre, les mêmes méthodes visent d'ailleurs les mêmes buts : faire jouer le ressort de l'affect (ingérences ONU ou non-ONU, interventions humanitaires, mélange volontaire de la réalité et de la fiction...), pratiquer le direct à outrance, promouvoir à l'excès la sacro-sainte "interactivité" avec le public. L'auditeur ou le téléspectateur peut même devenir l'objet du programme, la conversation téléphonique faisant office d'émission, le journaliste n'étant plus l'intercesseur, l'informateur ne mettant plus en forme, les médias n'étant plus des intermédiaires.

D'autre part, on célèbre de plus en plus *l'opinion publique* comme un tout en soi, singulier collectif qui privilégie curieusement l'approche majoritaire (sondages, cotes de popularité, consultations express) dans une société de masse où, à l'inverse, les minorités sont idolâtrées par principe ("*Very very small is beautiful*"). Un exemple parmi d'autres de cette information unique : dans l'ordre international, les processus de balkanisation sont devenus populaires, au point que la dislocation yougoslave a été généralement considérée comme un succès. Cette revendication vertueuse ou exaltée de l'indépendance par implosion étatique (Kosovo, Kasai, Tchétchénie, Casamance, Daghestan...), allant jusqu'à l'apologie nationalitaire (le nationalisme étant par ailleurs voué aux gémonies), et jusqu'au militantisme groupusculaire (alors qu'on vante à l'inverse les bienfaits assurés du fédéralisme), illustre les contradictions ambiantes.

On remarquera enfin que cette médiatisation généralement émue, souvent systématique voire dogmatique -mais pauvre en débats de fond, sauf

sur certaines chaînes audiovisuelles thématiques-, n'est nullement antinomique du repli sur soi des sociétés occidentales, de ce que les américains ont appelé *cocooning*, qu'on pourrait traduire par nombrilisme. Les sociétés repues et égocentriques aiment l'atomisation du monde.

Le prétendu événement

Dans ce contexte, l'hypertrophie de l'événement est un moyen clé pour frapper les esprits, pour peser sur les consciences. L'afflux massif de journalistes doit conférer à l'événement une portée historique (700 journalistes lors des sommets Reagan-Gorbatchev, 300 en Arabie Saoudite lors de la guerre du Golfe, 2 000 (!) durant un Conseil européen --il peut s'en tenir trois par semestre), même si cet entassement physique empêche de travailler ou conduit paradoxalement à une couverture uniforme et monotone. Dans une certaine mesure d'ailleurs, cette exagération de l'événement peut se passer de l'image: la guerre du Golfe et la guerre du Kosovo n'avaient rien à montrer (multiples raids aériens en grande partie nocturnes), mais ont profité d'une médiatisation quasi orchestrée et fort efficace.

L'absence de variété dans le traitement de l'information est largement palliée par la répétition; l'information continue est là pour susciter une attente souvent dépourvue d'objet, pour créer une tension sans motif. Au reste, on notera que l'information est rarement "continue". Quel événement évolue-t-il si rapidement, et d'une façon apparente (sinon des détournements d'avion, prises d'otages, éruptions de volcan...) ? À la radio ou à la télévision, même un incendie de forêt ne suffit pas à entretenir durablement le suspense. L'information est donc plus agitée qu'exposée, plus bégayée qu'énoncée, plus assénée que commentée.

Nous n'avons jamais été aussi esclaves de bouts de nouvelles sans importance. Un chercheur du CNRS, tentant de reconstituer en 2030 l'actualité intérieure française de l'année 1999 par la seule écoute systématique des journaux parlés de l'époque, aurait vite le tournis; le même exercice avec les journaux télévisés rendrait impossible toute reconstitution rationnelle de l'actualité internationale, ou aboutirait à de graves erreurs de perspective. Nous sommes drogués de faits insignifiants, lancés comme une volée de billes, distrayants dans l'instant mais peu significatifs après coup. Il est vrai que, d'une part, la multiplication des chaînes d'information continue correspond manifestement à une attente; que, d'autre part, les téléspectateurs des chaînes thématiques apprennent à regarder différemment l'actualité, grâce à l'originalité et à la diversité des séquences d'information.

Les emballements internationaux

L'actualité internationale souffre de maux semblables¹. Surtout, la télévision traite celle-ci avec un goût immodéré pour la mise en scène de l'instant. L'équipe de télévision se précipite sur l'action comme on tire sur tout ce qui bouge, la durée étant comprimée à l'extrême au montage. Le journal télévisé des chaînes généralistes défile fréquemment comme un dessin animé passé en accéléré, au terme duquel rien n'a d'importance. Le monde n'est jamais aussi dépourvu d'intérêt qu'après une demi-heure de journal télévisé. Un tel lavage de cerveau, en parfait décalage avec le phénomène de mondialisation, favorise grandement la provincialisation des esprits. Heureusement, avec régularité et dans l'honneur de la profession, des chaînes thématiques poursuivent un travail de fond, souvent méconnu et assurément louable. Il arrive même que les événements soient remis en perspective (ce qui suppose un bon niveau d'expertise de la part des journalistes ou producteurs), que des cartes soient montrées, que l'infographie appuie avec clarté un constat ou une argumentation, que le temps long soit réintroduit.

Il n'en reste pas moins que, dans l'ensemble, la grande presse propose une vision assez simpliste de l'information internationale. Elle procède souvent par gavage de l'auditoire, remportant par exemple des succès de curiosité au profit de populations (les Kurdes, les Somaliens, les Rwandais, les Kosovars...) qui sombrent vite dans l'oubli, un clou de l'actualité chassant l'autre. Ces effets de mode sont intellectuellement dangereux, ne fût-ce que par l'"avalanche compassionnelle" et l'"apitoiement grégaire" qu'ils provoquent, la dimension géopolitique de l'événement devenant subalterne.

À l'inverse, on a vu les méfaits des moments d'euphorie qui gagnaient les médias à la naïveté ou à l'ingénuité désarmantes : les manifestants de la place Tienanmen (1989) feraient plier le régime chinois; l'aide humanitaire aux Kurdes d'Irak (1991) rouvrirait le dossier du Kurdistan; l'ingérence en Somalie (1992) mettrait un terme au gangstérisme politique institutionnalisé; les accords d'Oslo (1993) régleraient la question palestinienne et créeraient même un Benelux économique au Levant; la poignée de main Mandela-de Klerk (1994) ferait table rase du passé sud-africain, etc. Bref, ces effets de loupe planétaires rendaient myopes. Et surtout, cette dramatisation -qui déforme la réalité- n'est rentable que dans l'attente du coup de théâtre suivant.

Quelles conséquences politiques ?

Favorisée par les progrès techniques des vingt-cinq dernières années et aggravée par les bouleversements internationaux de 1989-1991, la *médiatisation de l'information* est une donnée essentielle des sociétés occidentales. Elle conduit le citoyen à entretenir des relations apparemment intimes et paradoxalement immédiates avec l'événement et le plonge dans une vision du monde contestable, voire faussée.

Mais qu'en sera-t-il dans les pays en développement où, via la radio (Afrique) et la télévision (bassin méditerranéen, monde arabo-musulman, Iran, Asie...), les sociétés sont déjà travaillées au corps par la relation à l'information, que celle-ci soit censurée, filtrée ou assurée ? On voit bien quelles implications cela pourra avoir sur les sociétés. D'ailleurs, nous ne partons pas de rien : quarante années de rapports Est-Ouest ont permis d'excellentes études sur ces phénomènes de distorsion de la réalitéⁱ. Également, comment relier médiatisation de l'information et affaissement de l'État ? Quelles réelles *interactions entre médiatisation et mondialisation* ?

Des réponses pluridisciplinaires, même partielles, sont d'autant plus indispensables que nous-mêmes, vieilles sociétés écrites, sommes en passe d'africanisation via l'audiovisuel. Car, par certains côtés, nous devenons des sociétés orales. On peut toujours dire qu'il s'agit d'une transition inévitable vers d'autres mondes; mais, pour l'instant, il n'y a pas de quoi s'en vanter.

Thierry Garcin est docteur en sciences politiques, producteur de radio et, enseignant.

i De Thierry Garcin: "L 'Avenir de l'arme nucléaire" (Bruylant, 1995). "L'événement international et les médias", *Défense nationale*, octobre 1997.

ii Jacques Semelin : *La liberté au bout des ondes. Du coup de Prague à la chute du mur de Berlin*, Belfond, 1997.

Sur certains aspects succinctement abordés ici, on se reportera par exemple à des ouvrages récents : Jean Baudrillard : *La guerre du Golfe n'a pas eu lieu*, Galilée, 1991; Patrick Champagne *Faire l'opinion*, Ed. de minuit, 1990; Daniel Cornu : *Journalisme et vérité. Pour une éthique de l'information*, Labor et fides, 1994; Guy Durandin : *L'information, la dés information et la réalité*, PUF, 1993; Michel Mathien : *Les journalistes et le système médiatique*, Hachette, 1992.